

Pour diffusion le 16 octobre

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Les Sans-Chemise veulent du changement!

Montréal, le 16 octobre 2015. – La Coalition des Sans-Chemise a été partie prenante des élections fédérales pour réclamer des améliorations substantielles au programme d'assurance-emploi. Au nombre des grands objectifs visés par la Coalition, on retrouve :

- ▶ une amélioration importante de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi;
- ▶ une augmentation notable du taux de prestations;
- ▶ une plus longue période de prestations;
- ▶ une réelle caisse autonome;
- ▶ l'abolition du délai de carence.

Pour mener à bien cette campagne, les Sans-Chemise se sont inscrits comme « tiers » auprès du directeur général des élections du Canada et ils ont déployé, sur l'ensemble du territoire québécois, une panoplie d'outils de communication et de publicité, dont une pancarte électorale et du matériel vidéo.

Lors d'une conférence de presse tenue à Montréal, ce matin, les leaders de cette coalition, soit Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses (CNC), Daniel B. Lafrenière, secrétaire-trésorier de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), et Jean-Claude Rocheleau, directeur général de l'Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), ont tracé un bilan de cette campagne.

#### **L'assurance-emploi, un enjeu présent au cours de la campagne électorale**

Le premier constat est que l'enjeu de l'assurance-emploi a été au cœur de la campagne électorale, comme jamais auparavant. La campagne des Sans-Chemise a donné des résultats. Ainsi, le Parti libéral du Canada (PLC), le Nouveau Parti démocratique (NPD) et le Bloc Québécois (BQ) ont tous trois pris des engagements visant des correctifs importants au régime d'assurance-emploi. D'ailleurs, rappelons qu'à peine 38 % des chômeurs ont accès à des prestations d'assurance-emploi, ce qui représente un plancher historique.

#### **Des partis politiques qui prennent des engagements**

D'entrée de jeu, les trois représentants constatent que ces trois partis politiques (PLC, NPD et BQ) ont pris l'engagement ferme d'annuler les changements apportés par le gouvernement Harper en 2012 et 2013.

Daniel B. Lafrenière, de la CSQ, relève que « *le NPD propose une caisse autonome, un seuil unique d'admissibilité fixé à 360 heures, un taux de prestations calculé sur les 12 meilleures semaines, l'ajout de 5 semaines de prestations dans les régions affectées par un taux de chômage élevé, en plus d'une bonification des prestations maladie et compassion* ».

Jean-Claude Rocheleau, de l'AQTIS, souligne que « *le Bloc québécois propose aussi une caisse autonome, un seuil d'admissibilité à 360 heures, une hausse du taux de prestation à 60 %, une plus longue période de prestation et l'annulation du délai de carence* ».

Pierre Céré, du CNC, rappelle que, « *dans le cas du Parti libéral du Canada, il s'agit d'engagements clairs, comme on n'avait pas vu ce parti en prendre sur cette question depuis très longtemps : réduire le délai de carence à une semaine, mettre fin au critère d'admissibilité de 910 heures et améliorer substantiellement les prestations de compassion* ». De l'avis des trois représentants, il y a là les bases d'un renouveau.

### **Une caisse qui dégage des surplus**

Les représentants de la Coalition ont témoigné du fait que la caisse d'assurance-emploi dégage des surplus importants. Ainsi, selon le rapport actuariel, la caisse de l'assurance-emploi a enregistré des surplus de 2,9 milliards de dollars en 2013 et de 4 milliards en 2014; les prévisions sont de l'ordre de 4,6 milliards pour 2015 et de 3,3 milliards pour 2016. Pour la Coalition, il est manifeste qu'aucun gouvernement ne pourra plaider le manque de fonds pour refuser de mettre en place les modifications demandées.

### **Au-delà de toute partisanerie : des solutions pour aider les sans-emploi**

Les Sans-Chemise ont rappelé que « *la solution aux problèmes du régime d'assurance-emploi est politique* ». C'est pourquoi ils ont lancé un appel urgent : « *La classe politique dans son ensemble doit s'engager, au-delà de toute partisanerie, à régler les problèmes que nous soulevons. C'est un enjeu majeur qui détermine la sécurité économique de centaines de milliers de travailleurs et travailleuses chaque année. Nous poursuivrons nos actions après les élections, jusqu'à l'obtention de résultats tangibles* ».

– 30 –

### **Renseignements**

Pierre Céré, CNC  
Téléphone : 514 606-4074

Marie-Eve Imonti, CSQ  
Téléphone : 514 917-9641

Catherine Escojido, AQTIS  
Téléphone : 514 927-8807